



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 10 février 2016 — N° 140

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Déjà 10 ans pour Le Trou du diable!*
- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *10^e anniversaire de 1, 2, 3 GO! Pointe-de-l'Île.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Hommage à M. Tahar Amer-Ouali, victime des attentats de Jakarta et résident de Laval-des-Rapides.*
- La députée de Repentigny sur le sujet suivant : *100^e anniversaire d'une citoyenne de Repentigny, madame Alfreda Barnes.*
- Le député de Marguerite-Bourgeoys sur le sujet suivant : *École culinaire Pearson Career Centre.*
- La députée de Gouin sur le sujet suivant : *Félicitations à l'Association québécoise des CPE.*
- Le député de Saint-François sur le sujet suivant : *Félicitations au Groupe Cabico.*
- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *Souligner la performance de Justine Lapointe, membre de l'équipe canadienne junior de rinkette.*
- Le député de Charlesbourg sur le sujet suivant : *Mme Roselyne Chevette, une Charlesbourgeoise exceptionnelle.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *40^e anniversaire de la Fédération québécoise de l'autisme.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 3) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbying
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**
- 6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**
- 7) Projet de loi n° 64
Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique suppléant le **3 décembre 2015**
- 8) Projet de loi n° 70
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **10 novembre 2015**
- 9) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**
- 10) Projet de loi n° 75
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **11 novembre 2015**

11) Projet de loi n° 77
Loi sur l'immigration au Québec
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le
2 décembre 2015

12) Projet de loi n° 79
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et
prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à
compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre
responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions
démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

13) Projet de loi n° 81
Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime
général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure
d'appel d'offres
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux **24 novembre**
2015

14) Projet de loi n° 83
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale
concernant notamment le financement politique
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du
territoire le **1^{er} décembre 2015**

15) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de
développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le
développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine
de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du
territoire le **4 décembre 2015**

16) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en
vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des
parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la
Recherche le **4 décembre 2015**

17) Projet de loi n° 87
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **2 décembre 2015**

18) Projet de loi n° 88
Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales
Présenté par le ministre des Finances le **3 décembre 2015**

Étude détaillée en commission

19) Projet de loi n° 59
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

20) Projet de loi n° 66
Loi sur les activités funéraires
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 22 octobre 2015
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 1^{er} décembre 2015
Principe adopté le **2 décembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

21) Projet de loi n° 74
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 22) Projet de loi n° 76
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Transports le 12 novembre 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 novembre 2015
Principe adopté le **1^{er} décembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 23) Projet de loi n° 82
Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 27 novembre 2015
Principe adopté le **4 décembre 2015**
Rapport de la commission plénière adopté le **4 décembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 24) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 25) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 26) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

- 27) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 28) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 29) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 30) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 31) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 32) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 33) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 34) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

- 36)** Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 37)** Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 38)** Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 39)** Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 40)** Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 41)** Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 42)** Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 43)** Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

44) Projet de loi n° 497

Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention

Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**

45) Projet de loi n° 498

Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur

Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**

Étude détaillée en commission

46) Projet de loi n° 492

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés

Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015

Principe adopté le 4 juin 2015

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations)
déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

47) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

48) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche

Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

49) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins

Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 50) Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 51) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 52) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 53) 27 novembre 2015
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Pologne, signée à Québec le 3 juin 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 7 décembre 2015.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

54) 9 février 2016

Motion du chef de l'opposition officielle et député de Saint-Jérôme :

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement du Québec le dépôt, avant le 25 mars 2016, d'un plan de protection et de développement des sièges sociaux du Québec.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle ».
- Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes ».
- Audition en suivi du chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 25 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 75**, Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 24 novembre 2015).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 19 novembre 2015).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 9 février 2016).
- **Projet de loi n° 88**, Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales (mandat confié le 9 février 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 77**, Loi sur l'immigration au Québec (mandat confié le 9 février 2016).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 66**, Loi sur les activités funéraires (mandat confié le 2 décembre 2015).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 81**, Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres (mandat confié le 9 février 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 1^{er} décembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 121) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **2 décembre 2015**
À la ministre responsable de la Condition féminine

Nous avons constaté qu'il y a un glissement (changement de paradigme) en ce qui a trait aux programmes portés par le Secrétariat à la condition féminine. La sortie du dernier appel de projets dans le cadre du Programme de soutien à des initiatives de partenariat (PSIP) nous a permis de constater que ce programme est devenu un fourre-tout qui permet à tout organisme à but non lucratif, telle une Chambre de commerce, qui ne possède aucune expertise en matière d'égalité pour les femmes, de proposer un projet. Dans tous ces groupes admissibles, la priorité est attribuée aux projets proposés par les Municipalités régionales de comtés (MRC), structure remplaçant les Conférences régionales des élus (CRÉ) récemment abolie.

En effet, avec l'adoption sous le bâillon du projet de loi n° 28, le gouvernement remettait les rênes du développement territorial entre les mains des municipalités, dirigées à plus de 80 % par des hommes, et consacrait la déstructuration des lieux de concertation régionaux, investis par davantage de femmes les écartant d'une participation active et égalitaire à toutes les décisions qui dictent le quotidien et le futur de leur communauté. Du même souffle, il reléguait aux oubliettes les ententes régionales en matière d'égalité pour les femmes qui avaient cours depuis 2008, dans toutes les régions du Québec.

Cette manière de fonctionner nie l'expertise spécifique des groupes de femmes qui travaillent dans le domaine depuis des dizaines d'années. Auparavant, le travail avec les CRÉ favorisait des projets avec ces groupes ayant une expertise au niveau de l'égalité homme-femme. Cela permettait des projets structurants pour les régions, basés sur les besoins exprimés sur le terrain. Avec sa nouvelle approche très élargie qui donne la priorité à un organisme de concertation régional qui est composé exclusivement de maires (seulement 17,3 % sont des femmes), le ministère exclut davantage de femmes des processus décisionnels dans un Secrétariat paradoxalement nommé « condition féminine ».

Comment la ministre peut-elle justifier qu'elle enlève sa confiance à des groupes spécialisés pour la confier à des maires et des hommes d'affaires? Comment compte-t-elle répondre à la préoccupation d'inclure les femmes dans le processus et s'assurer que les projets répondent aux besoins réels de la population et non les dictats économiques et électoraux?

Étant donné sa réponse défavorable aux demandes des groupes en lien avec le PSIP, est-ce que la ministre compte répondre positivement à la demande du Réseau des 17 tables régionales de concertation de groupes de femmes qui souhaite que les sommes consacrées annuellement à leur accord spécifique soient bonifiées afin de les utiliser, comme la mission l'indique, pour « soutenir le développement de partenariats locaux et régionaux en vue de mener des actions structurantes » pour faire progresser les conditions de vie des femmes, et ce, dans chacune des régions du Québec?

- 124) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **3 décembre 2015**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

La directive ministérielle dans la circulaire du MSSS n° 2007-03 (03.01.10.12) prévoit que tout établissement peut organiser des activités accessoires aux services de santé ou aux services sociaux qu'il dispense. Toutefois, la mise en place de cette directive, par le biais d'un parc de stationnement payant, peut être un frein à l'accès aux soins de santé dispensés par les établissements de santé et de services sociaux.

Malgré tout, le 5 avril 2015, le CLSC des Patriotes de Beloeil introduisait un service de tarification pour son parc de stationnement par le biais d'un horodateur qui ne rend pas la monnaie. Ce parc de stationnement est situé dans un secteur peu desservi par le transport collectif, est isolé du centre-ville et il n'y a pas de stationnement alternatif. Ainsi, la tarification du stationnement freine l'accès des citoyens au CLSC de Beloeil.

À cet effet, nous avons porté le dossier à votre attention, le 6 mai dernier, par voie de correspondance. Nous vous avons sensibilisé au dossier et aux problèmes que cela peut occasionner pour les citoyens de la circonscription. Nous vous avons demandé de réviser la Politique concernant l'exploitation des activités accessoires commerciales permettant aux établissements de soins de santé de financer leurs activités accessoires en autorisant la tarification des parcs de stationnement.

Le 16 septembre dernier, une pétition émanant de la circonscription a été déposée en chambre, concernant la tarification du stationnement au CLSC. Toutefois, lors de la séance du 29 septembre, la Commission de la Santé et des Services sociaux a refusé de se saisir de la pétition afin d'entendre les citoyens et acteurs de la région.

Qu'entend faire le ministre pour s'assurer de l'accès aux services de santé pour les citoyens de la Vallée-du-Richelieu ?

Le gouvernement va-t-il proposer des avenues afin de permettre l'accès à l'établissement du CLSC de Beloeil, et ce, sans frais?

Son gouvernement s'engage-t-il à modifier la directive ministérielle relativement au parc de stationnement payant du CLSC des Patriotes de Beloeil?

125) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
Au premier ministre

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation du premier ministre à la mission à Davos en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

126) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
Au premier ministre

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation du premier ministre à la mission à Milan en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;

4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

127) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
 À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de l'ex-ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et député de Verdun à la mission à Davos en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

128) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de l'ex-ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et député de Verdun à la mission à Détroit en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

129) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de l'ex-ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations et député de Verdun à la mission à Bruxelles en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;

3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

130) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **9 février 2016**
 À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation de la ministre à la mission en France et en Belgique en janvier 2016 :

1. La liste des personnes accompagnant la ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet de la ministre ainsi que le détail des modes de transport utilisés et le coût de ceux-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

131) Mme Maltais (Taschereau) – **9 février 2016**
À la ministre de la Justice

Dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi n° 59, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes, la ministre de la Justice a souvent expliqué s'être inspirée des législations étrangères encadrant les discours haineux pour la rédaction dudit projet de loi.

Questionnée à ce sujet le 2 décembre 2015, la ministre a déclaré, et je cite :

« Monsieur le Président, le projet de loi n° 59 vise, oui, à encadrer les discours haineux, oui, à encadrer les discours incitant à la violence, bon nombre de législations à travers le monde ont encadré... et nous répondons également à une demande formulée par la commission des droits de la personne et de la jeunesse et qui demandait spécifiquement à ce que ce type de discours soit encadré en droit québécois. »

Considérant que les discours haineux sont déjà interdits en vertu du Code criminel canadien, et afin d'étayer ses propos, est-ce que la ministre de la Justice peut déposer la liste des juridictions (et les textes de loi pertinents) qui encadrent les discours à la fois par leur droit criminel et par une infraction de nature pénale, comme elle s'apprête à le faire avec le projet de loi n° 59?

132) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

En novembre dernier, j'ai demandé au ministre délégué aux Affaires maritimes des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant les traverses Québec-Lévis, Sorel-Tracy-Saint-Ignace-de-Loyola, Matane-Baie-Comeau-Godbout et Tadoussac-Baie-Sainte-Catherine pour la période du 1^{er} juin au 1^{er} novembre 2015. Le ministre a su faire preuve de transparence en me fournissant l'information demandée.

Dans un souci de suivi à cette demande, le ministre peut-il me fournir un portrait de l'achalandage de ces traverses pour chacun des mois de novembre 2014 à février 2015?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour chacune de ces traverses :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1^{er} novembre et le 1^{er} décembre 2015, entre le 1^{er} décembre 2015 et le 1^{er} janvier 2016, entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} février 2016 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 1^{er} novembre et le 1^{er} décembre 2015, entre le 1^{er} décembre 2015 et le 1^{er} janvier 2016, entre le 1^{er} janvier 2016 et le 1^{er} février 2016 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?

133) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**

Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 2 du chapitre 4) consiste à « accroître le financement complémentaire du secteur privé dans les sites portuaires en les modernisant et en augmentant leur capacité. »

Le ministre peut-il m'indiquer de combien, en dollars, a augmenté le financement complémentaire du secteur privé dans les différents sites portuaires du Québec? Peut-il fournir les montants et la part relative de financement du secteur privé dans les différents sites portuaires du Québec pour chacune des années 2014-2015 et 2015-2016, de même que les prévisions et/ou objectifs pour les années 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020?

134) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**

Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 4 du chapitre 4) consiste à « déterminer d'autres moyens financiers pour aider l'industrie navale, notamment des solutions de rechange pour la caution et les garanties concernant la construction navale. »

Le ministre peut-il m'indiquer quelles actions ont été entreprises afin de réaliser cette orientation? Quels autres moyens financiers ont été identifiés pour aider l'industrie navale? Lesquels ont été mis en œuvres et sous quelle forme?

Le ministre et son secrétariat ont-ils eu des échanges avec le ministère de l'Économie ou Investissement Québec à ce sujet et quels ont été les résultats concrets de ces échanges?

- 135) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 4 du chapitre 4) consiste à « travailler de concert avec le gouvernement fédéral afin que les chantiers maritimes québécois participent au renouvellement de la flotte de navires canadiens. »

Le ministre peut-il m'indiquer quelles actions ont été entreprises afin de réaliser cette orientation? Depuis le lancement de la stratégie maritime, quels sont les nouveaux projets à travers lesquels les chantiers maritimes québécois participent au renouvellement de la flotte de navires canadiens? Quelle est la valeur et quelles sont les retombées estimées de ces projets?

De plus, quels échanges le ministre et son secrétariat ont-ils eu avec des représentants du gouvernement fédéral dans le cadre de cette orientation?

- 136) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 2 du chapitre 5) consiste à « poursuivre les travaux visant la mise en place d'une gestion intégrée des risques liés aux incidents maritimes potentiels, dans le respect de l'approche et des principes du système québécois de sécurité civile. »

Le ministre peut-il m'indiquer quelles actions ont été entreprises afin de réaliser cette orientation? Depuis le lancement de la stratégie maritime, quels travaux ont été réalisés impliquant quels ministères, organismes et paliers de gouvernements?

De plus, quels échanges le ministre et son secrétariat ont-ils eu avec des représentants du gouvernement fédéral, des municipalités et d'autres ministères et organismes publics dans le cadre de cette orientation?

- 137) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 1 du chapitre 6) consiste à « appuyer les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur maritime, notamment en diminuant leur fardeau fiscal. »

Le ministre peut-il m'indiquer quelles actions ont été entreprises afin de réaliser cette orientation? Depuis le lancement de la stratégie maritime, qu'a fait concrètement le gouvernement afin d'appuyer les PME du secteur maritime et de diminuer leur fardeau fiscal?

- 138) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 2 du chapitre 6) consiste à « travailler de concert avec le gouvernement fédéral et les communautés locales concernées, afin de résoudre les problématiques liées aux infrastructures maritimes du Nunavik, soit à leur entretien et à leur réhabilitation, au besoin. »

Depuis le lancement de la stratégie maritime, qu'a fait concrètement le gouvernement afin de résoudre les problématiques liées aux infrastructures maritimes du Nunavik? Quels projets ont-ils été identifiés et/ou réalisés afin de résoudre ces problématiques?

De plus, quels échanges le ministre et son secrétariat ont-ils eu avec des représentants du gouvernement fédéral et des communautés locales concernées afin de résoudre les problématiques dans le cadre de cette orientation?

- 139) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 3 du chapitre 6) consiste à « examiner comment le caractère unique des Îles-de-la-Madeleine peut être pris en compte adéquatement dans les actions gouvernementales, l'offre de service public et sa désignation officielle. »

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette orientation, par quels moyens le gouvernement a-t-il examiné comment le caractère unique des Îles-de-la-Madeleine peut être pris en compte? Quelles actions concrètes ont-elles été posées et quels en ont été les résultats?

140) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 3 du chapitre 6) consiste à « mettre en place des moyens d'information, de consultation ou de concertation en vue de favoriser l'acceptabilité sociale et l'implication des collectivités » et à « favoriser le dialogue entre les différents représentants de l'industrie maritime, dans le but de faire prospérer l'économie maritime, notamment pour assurer un arrimage entre les actions du gouvernement et les besoins de l'industrie. »

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces orientations :

- quels moyens ont-ils été mis en œuvre afin de favoriser l'acceptabilité sociale et l'implication des collectivités?
- quelles actions concrètes ont-elles été posées afin de favoriser le dialogue entre les différents représentants de l'industrie maritime?

De plus, quels échanges le ministre et son secrétariat ont-ils eu avec des représentants de l'industrie maritime et des collectivités concernées en lien avec la mise en œuvre de ces orientations?

141) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **10 février 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Une des orientations prévues au plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement (axe 3 du chapitre 6) consiste à « offrir des occasions pour revitaliser certains territoires en facilitant la mise en valeur du patrimoine maritime. »

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette orientation, quelles occasions ont-elles été offertes et/ou identifiées afin de revitaliser certains territoires? Comment le gouvernement a-t-il, depuis le lancement de sa stratégie maritime, facilité la mise en valeur du patrimoine maritime? Quelles actions concrètes ont-elles été posées et quels en ont été les résultats?

- 142) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **10 février 2016**
Au ministre de la Sécurité publique

Le 17 décembre 2014, le gouvernement annonçait la mise en place de modifications au « Règlement sur les systèmes de loteries » et aux « Règles sur les systèmes de loteries » adoptés en vertu de la « Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d’amusement ».

Depuis l’entrée en vigueur des modifications en janvier 2015, plusieurs organismes à but non lucratif de notre circonscription nous ont interpellés à l’égard de la nouvelle réglementation, qui pose une problématique.

Les loteries du type moitié-moitié permettent à certains organismes de s’autofinancer, ou de remettre des montants à d’autres organismes ou fondations. De ce fait, plusieurs organismes s’interrogeaient quant à la possibilité de scinder le prix d’un moitié-moitié. À la suite des vérifications effectuées auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux, celle-ci nous a informés que selon son interprétation de l’alinéa quatre de l’article un du « Règlement sur les systèmes de loteries », il n’était pas possible de scinder le lot gagnant entre plusieurs participants.

Cette interprétation a un impact important auprès des groupes communautaires et associatifs. Depuis la mise en place de cette nouvelle réglementation, le taux de participation à ces tirages a considérablement diminué puisque les participants ont moins de chance de gagner. Par conséquent, la baisse de participation a un impact direct sur les sources de financement des organismes à but non lucratif.

Le gouvernement va-t-il proposer des modifications au «Règlement sur les systèmes de loteries» afin de permettre aux organismes à but non lucratif de scinder les lots et ainsi favoriser la participation à ce type de tirage? Le ministre de la Sécurité publique s’engage-t-il à aider les organismes à but non lucratif dans leur recherche de sources de financement?

- 143) M. Caire (La Peltrie) – **10 février 2016**
Au président du Conseil du trésor

À l'intérieur de son document, Rigueur et responsabilité, de la Stratégie de gestion des dépenses du Conseil du trésor, on retrouve un tableau sur l'écart à résorber aux dépenses de programmes à la page 13.

On y prévoit un effort à réaliser par les ministères et organismes de 729 millions \$ pour l'année 2015-2016, et de 873 millions \$ pour 2016-2017. Un déficit de 853 millions \$ est également prévu en 2016-2017. Est-ce que les mesures permettant de réaliser ces efforts ont été identifiées par le Conseil du trésor et par les différents ministères et organismes et si oui, quelles sont-elles? Comment le ministre envisage-t-il de résorber le montant restant?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

a) 4 décembre 2015

Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec – *député de Borduas*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS